

COMMUNIQUE DE PRESSE

LE SNETAA-FO, PREMIER SYNDICAT DE L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL, DEMANDE A ÊTRE REÇU PAR LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE ET LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE EN TOUTE URGENCE !

Le Bureau National du SNETAA-FO, réuni à Paris ce mardi 23 octobre, s'étonne des fuites organisées par le ministère sur les questions afférentes au Lycée Professionnel qui seraient dans la prochaine loi cadre alors que les discussions avec le Ministre soit n'ont pas eu lieu, soit n'ont que commencé. Sauf à penser que la Grande Concertation sur l'Ecole qui s'est tenue pendant tout l'été n'était qu'un écran de fumée : tout était écrit ? Tout était déjà décidé ?

Le Bureau National ne se résout pas à cette idée.

Le Bureau National du SNETAA-FO attend, conformément à l'engagement de Vincent Peillon devant les représentants des Fédérations représentatives dont la nôtre, la FNEC FP FO, que les discussions sur notre secteur aient lieu cette semaine.

Nous demandons à ce que le SNETAA-FO soit reçu en urgence par le Ministre.

Dire et répéter qu'il y a eu un constat partagé ou un consensus pendant la Concertation est une ineptie pour toutes les personnes qui y ont participé.

Toutes les intentions et rumeurs sur la voie professionnelle nous semblent contraires à un projet partagé !

Transférer aux régions la carte des formations serait une attaque forte des diplômes nationaux. Le pouvoir économique régional ne peut exiger que les formations dispensées soient exclusivement liées aux besoins régionaux. C'est une attaque contre la Laïcité, Laïcité qui protège des groupes de pressions politiques, religieux mais aussi économiques. Les Lycées Professionnels, la voie professionnelle initiale, publique et laïque ne forment pas seulement des travailleurs qualifiés mais aussi, grâce à un enseignement complet, de qualité, des citoyens libres et maîtres de leur destin. Donner la carte de formation aux régions serait aussi favoriser l'apprentissage qui n'est ni choisi par les familles ni par les entreprises ; elles font face à une grave crise économique.

Cette territorialisation de l'enseignement professionnel actée par un accord-cadre entre l'ARF (Association des Régions de France) et l'Etat le 30 octobre à l'Elysée serait un acte grave. Le Bureau National du SNETAA-FO condamnerait avec force cette attaque. Il demande à être reçu en toute urgence à l'Elysée. Intégrer l'Enseignement Professionnel initial, public et laïque dans la troisième phase de décentralisation, c'est porter atteinte à l'Ecole de la République. Ce serait transformer l'Education Nationale en 30 éducations régionales ?

Nous appelons tous les collègues mais aussi tous les parents d'élèves à se tenir prêts pour lutter contre une telle attaque.

Vouloir donner plus de temps, c'est à dire plus de chance, aux jeunes en difficultés pour obtenir un diplôme de niveau V ou de niveau IV est l'ambition que nous avons dans le parcours du CAP au BTS. Nous demandons à ce que la priorité soit donnée pour lutter contre les sorties scolaires sans qualification. Des moyens importants doivent être attribués pour donner sens et efficacité à des passerelles, aux poursuites d'études des élèves après l'obtention du CAP : c'est ouvrir plus de classes de CAP, prévoir plus de places en première de Baccalauréat Professionnel pour les intégrer, plus de moyens horaires pour de l'accompagnement personnalisé. Ce n'est certainement pas en morcelant les années ou les diplômes (modularisation, seconde de détermination, etc.) que nous y parviendrons. Mais cela passe en recrutant plus de personnels titulaires par l'ouverture de postes aux concours notamment avec un véritable plan de titularisation des professeurs contractuels.

La Voie Professionnelle a déjà assez subi de promesses non tenues pour de nouveau subir d'autres attaques. L'avenir des jeunes ne passe pas par ces élucubrations que personne ne revendique.

Nous demandons le maintien du diplôme intermédiaire et la suppression du CCF incompatible avec un enseignement sérieux.

Le Bureau National s'élève contre la volonté de faire travailler plus les professeurs sans augmentation de leur rémunération. Alors que nos salaires sont bloqués depuis 3 ans, ce gouvernement "élu pour le changement" ne va quand même pas demander aux professeurs de travailler plus pour gagner...si peu. Cette idée est inconcevable et le Bureau National met en garde le gouvernement s'il confirme cette position.

Les professeurs, les fonctionnaires, les salariés de notre pays ne sont pas les responsables de la crise et n'ont pas à être pris en otages ; nous voyons partout en Europe les désastres des politiques d'austérité.

Le Bureau National exige l'amélioration des conditions de travail et une rémunération revalorisée. Il s'oppose à tout morcellement de l'école de la République et demande au gouvernement des signes forts allant dans ce sens.

Le Bureau National du SNETAA-FO appelle tous les collègues à signer en masse la pétition initiée par notre Fédération, la FNEC FP FO, contre cette régionalisation qui ferait fi de nos garanties statutaires et demande au Ministre et au Président de la République de le recevoir en urgence.